



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 24 MARS 2015**

### **MENTION D'AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mardi 24 mars 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, **mardi 31 mars 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **17 mars 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 24 mars 2015 à 19 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 janvier 2015.
- 2 - Démission de Mme Christine GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 - Remplacement par M. Renaud GAULET
- 3 - Nomination de M. Renaud GAULET en qualité de membre des commissions communales dont faisait partie Mme Christine GAULET, démissionnaire
- 4 - Compte administratif et compte de gestion 2014 de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5 - Débat d'orientations budgétaires 2015 pour le budget de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 6 - Création d'un emploi en contrat aidé (CUI)
- 7 - Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale - Protection sociale complémentaire « Risque Prévoyance » et action sociale envers le personnel communal - Mandat donné au CDG pour la conclusion d'une convention de participation
- 8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 9- Question écrite de M. J-L KINET (préparation du Débat d'Orientations Budgétaires et inscriptions de projets d'études et de travaux)
- 10 - Questions orales

## COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 24 mars 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - BOULE-AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Christine - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. CULINATI Jean (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - BENTOUMI Christian (procuration donnée à Claude TORRESILLA).

soit 25 présents et 2 pouvoirs donc 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

**1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 janvier 2015.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 janvier 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 janvier 2015,

A l'unanimité moins une abstention : M. GAULET Renaud,  
**APPROUVE** ce document.

**2 - Démission de Mme Christine GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 - Remplacement par M. Renaud GAULET**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Madame Christine ARRACHART-GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015, date de réception en Mairie de son courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de cette démission par courrier du 3 mars 2015. Il a également, ce jour-là, notifié à Monsieur Renaud GAULET, suivant de la liste à laquelle appartenait l'élue démissionnaire, soit la liste « LE VAL BLEU MARINE », sa nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral), à compter du 2 mars 2015.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à M. Renaud GAULET, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- **Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**PREND ACTE** de la démission de Mme ARRACHART-GAULET Christine de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 et de son remplacement immédiat par le suivant de sa liste, soit M. GAULET Renaud,

**INDIQUE** que M. Renaud GAULET percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de Mme Christine GAULET.

**PRECISE** que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

**3 - Nomination de M. Renaud GAULET en qualité de membre des commissions communales dont faisait partie Mme Christine GAULET, démissionnaire**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la **commission municipale « Associations sportives - Subventions aux Associations »** a été mise en place suivant délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Madame Christine GAULET, élue sur la liste « LE VAL BLEU MARINE », membre de cette commission, Monsieur le Maire propose de procéder à son remplacement en rappelant le principe de la représentation proportionnelle au sein des commissions municipales.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et PAZ,

**DESIGNE** en qualité de membre de la commission communale « Associations sportives - Subventions aux Associations » :

- **Monsieur Renaud GAULET**

-----

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la **commission municipale « Personnel communal »** a été mise en place suivant délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Madame Christine GAULET, élue sur la liste « LE VAL BLEU MARINE », membre de cette commission, Monsieur le Maire propose de procéder à son remplacement en rappelant le principe de la représentation proportionnelle au sein des commissions municipales.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité moins une abstention : M. PAZ,

**DESIGNE** en qualité de membre de la commission communale « Personnel communal » :

- **Monsieur Renaud GAULET**

#### 4 - Compte administratif et compte de gestion 2014 de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

##### 1°) Commune :

#### COMPTE ADMINISTRATIF

##### LE CONSEIL MUNICIPAL

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2014 de la Commune,

**DESIGNE** Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

**DEMANDE** à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif de la Commune pour l'exercice considéré,

**DONNE ACTE** de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>5.783.186,36</b>	<b>3.715.822,35</b>
de fonctionnement	3.713.140,80	3.297.802,28
d'investissement	2.070.045,56	418.020,07
<b>DEPENSES</b>	<b>5.783.186,36</b>	<b>3.455.230,08</b>
de fonctionnement	3.713.140,80	3.045.427,11
d'investissement	2.070.045,56	409.802,97
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>260.592,27</b>

**CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

#### COMPTE DE GESTION

##### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif de la Commune (principal) pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Madame le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion de la Commune dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

## 2°) Service Public de l'Eau Potable :

### COMPTE ADMINISTRATIF

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014 du Service Public de l'Eau Potable, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>1.890.380,76</b>	<b>117.343,18</b>
de fonctionnement	556.173,26	46.456,18
d'investissement	1.334.207,50	70.887,00
<b>DEPENSES</b>	<b>1.890.380,76</b>	<b>218.746,14</b>
de fonctionnement	556.173,26	60.969,04
d'investissement	1.334.207,50	157.777,10
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>-101.402,96</b>

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2014.

## COMPTE DE GESTION

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Eau Potable pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion du Service Public de l'Eau Potable dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### 3°) Service Public de l'Assainissement :

## COMPTE ADMINISTRATIF

### LE CONSEIL MUNICIPAL

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014 du Service Public de l'Assainissement, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
<b>RECETTES</b>	<b>1.260.110,24</b>	<b>209.187,19</b>
de fonctionnement	480.108,76	133.218,31
d'investissement	780.001,48	75.968,88
<b>DEPENSES</b>	<b>1.260.110,24</b>	<b>113.838,40</b>
de fonctionnement	480.108,76	78.425,40
d'investissement	780.001,48	35.413,00
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>95.348,79</b>

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2014.

## COMPTE DE GESTION

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Assainissement pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion du Service Public de l'Assainissement dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.



## 5 - Débat d'orientations budgétaires 2015 pour le budget de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientation budgétaire.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientation budgétaire n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientation budgétaire 2015 s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2014,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2015,
- les principales orientations pour le budget primitif 2015,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité (2 contre l'ensemble des D.O.B. : MM. FOURNEL et GAULET et 2 abstentions concernant le D.O.B. de la Commune) : MM. TORRESILLA et BENTOUMI),

**PREND ACTE** que le débat d'orientation budgétaire 2015 « Commune et services publics de l'eau potable et de l'assainissement » a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

## 6 - Création d'un emploi en contrat aidé (CUI)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2008 relatif au Contrat Unique d'Insertion, il est envisageable de créer un emploi de C.U.I. dans les conditions fixées ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015, pour les services techniques municipaux, et plus particulièrement pour l'entretien de la voirie publique.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui indique que ce type de contrat est un contrat aidé réservé à certains employeurs, en particulier les collectivités territoriales, qui s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Le recrutement est réalisé dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé bénéficiant des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi et un tuteur doit être désigné au sein de la collectivité.

La prescription du C.U.I. est placée sous la responsabilité de Pôle Emploi pour le compte de l'Etat ou du Conseil Général.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de l'autoriser à signer la convention avec Pôle Emploi ainsi que le contrat de travail pour 20 heures par semaine et pour une durée de un an, étant précisé que ce contrat pourra être renouvelé dans la limite de 24 mois, sous réserve du renouvellement préalable de la convention passée entre l'employeur et le prescripteur.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emplois aux Services Techniques de la Mairie à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015 dans le cadre des contrats aidés « Contrat Unique d'Insertion »,

**DECIDE** de créer un poste d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe en C.U.I.,

**PRECISE** que ce contrat sera d'une durée initiale de 12 (douze) mois renouvelable expressément, dans la limite de 24 mois, après renouvellement de la convention,

**PRECISE** que la durée du travail est fixée à 20 Heures par semaine,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi pour ces recrutements,

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat (60 %), sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012).

**7 - Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale - Protection sociale complémentaire « Risque Prévoyance » et action sociale envers le personnel communal - Mandat donné au CDG pour la conclusion d'une convention de participation - Action sociale envers le personnel communal**

**Protection sociale « Risque Prévoyance »**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal d'un courrier reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var qui se propose d'accompagner les collectivités au développement de la protection sociale complémentaire « risque prévoyance », au titre de ses missions facultatives.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. GIRAUD indique que la protection sociale complémentaire « risque prévoyance » vise à garantir le maintien du salaire des agents pour les risques liés à l'incapacité de travail, à l'invalidité et au décès. Une délibération doit être prise par le Conseil Municipal pour mandater le CDG 83 pour lancer une procédure de consultation ce qui n'oblige pas la collectivité à signer la convention. En revanche, pendant toute la durée de celle-ci, soit 6 ans, la collectivité aura la possibilité de souscrire au contrat si elle le souhaite. Le conventionnement mutualisé permet une marge de négociation afin d'obtenir les contrats aux meilleures conditions (garanties, prix).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 24 février 2015,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

## DECIDE

- 1°) de participer au financement des cotisations des agents pour le volet « prévoyance » (santé)
- 2°) de retenir la convention de participation
- 3°) de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation volet « prévoyance » (santé) que le Centre de Gestion du Var va engager conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et à ce titre lui donne mandat, et prend acte que les tarifs et garanties lui seront soumis afin qu'il puisse prendre, ou pas, la décision de signer la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion du Var
- 4°) de fixer le montant unitaire de la participation de la collectivité par agent et par mois comme suit :
  - Montant brut en euros : 5 €

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Commune (chapitre 012).

## Action sociale

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal d'un courrier reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var qui propose à la Commune la signature d'un contrat-cadre relatif aux prestations d'action sociale envers le personnel communal.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. GIRAUD rappelle que l'action sociale vise à l'amélioration des conditions de vie des agents publics et de leurs familles (prestations : vie quotidienne, loisirs, mariage, décès, rentrée scolaire, culture, prêts, secours, etc) et que les dépenses liées aux prestations d'action sociale sont des dépenses obligatoires.

M. GIRAUD indique que le Centre de Gestion peut souscrire, à la demande et pour le compte des collectivités, des contrats-cadre. L'adhésion à ces contrats est décidée par délibération après signature d'une convention avec le C.D.G. qui lancera une mise en concurrence en 2015 et un contrat-cadre d'une durée de 4 ans sera proposé aux collectivités.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 24 février 2015,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** la signature d'une convention avec le C.D.G. 83 visant la mise en œuvre d'un contrat-cadre relatif à des prestations dans le cadre de l'action sociale envers le personnel communal.

**PREND L'ENGAGEMENT** d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Commune (chapitre 012).

<b>8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal</b>
---

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,  
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,  
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 22 janvier 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 03-2015 du 22/01/2015 - Modifications de la régie de recettes « location de salles communales »
- N° 04-2015 du 09/02/2015 - Délivrance d'une concession dans le 3<sup>ème</sup> cimetière - Mme. LEUNG TACK
- N° 05-2015 du 16/02/2015 - Retrait de la décision de préemption n° 2013-35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL Les Grandes Aires
- N° 06-2015 du 05/03/2015 - Délivrance d'une case de columbarium dans le 3<sup>ème</sup> cimetière Mme HARS Colette
- N° 07-2015 du 12/03/2015 - Décision d'ester en justice affaire CHABAS

Monsieur le Maire indique d'autre part que 26 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 22 janvier 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND NOTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 22 janvier 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

9- Question écrite de M. J-L KINET (préparation du Débat d'Orientations Budgétaires et inscriptions de projets d'études et de travaux)

M. KINET déclare avoir reçu réponse à la plupart de ses interrogations lors du débat d'orientations budgétaires et donc annuler ses questions écrites

10 - Questions orales

NEANT

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,  
Bernard SAULNIER